



QUAND LES CALCULS NE SONT PAS BONS : LA SECURITE TRINQUE

Le bureau local Force Ouvrière Justice de Villepinte tire la sonnette d'alarme :

Depuis des mois, **les nuits sur l'établissement sont passées de 12 à 10 agents**, malgré une surpopulation persistante et des effectifs en chute libre. **L'exception est devenue la règle, et les risques explosent.**

Le bureau local Force Ouvrière Justice de Villepinte a toujours refusé le déploiement des astreintes ELSP à effectif constant.

La direction a préféré **suivre des syndicats complaisants, sacrifiant la sécurité sur l'autel du « faire semblant ».**

Le piège se referme !

Astreintes ELSP activées → **heures négatives qui s'accumulent, deuxième compteur réduit à néant.**

Nuits à 10 agents malgré des rappels RH (Repos Hebdomadaire) incessants, épuisant les équipes.

Conséquences en chaîne :

- **Tours de nuit non couverts** → fatigue extrême, vigilance en berne.
- **Démotivation généralisée** : "À force de nous tuer à la tâche, l'administration nous enterre."

Le bureau local Force Ouvrière Justice de Villepinte exige un changement de cap :

Refus de l'improvisation :

- Pas de nouvelles missions (rondes horaires, astreintes...) sans moyens humains supplémentaires. **On ne bâtit pas une politique sécuritaire sur du vide.**

Urgences concrètes :

- **Révision de l'organigramme** : calculé pour 582 détenus, alors que nous en dépassons largement le seuil.
- **Planification des nuits à 12 agents minimum** → sécurité des personnels avant tout.
- **Réduction immédiate des rondes « CCR »** et rondes non nécessaires → stop au saupoudrage inutile.

Le bureau local Force Ouvrière Justice de Villepinte dénonce l'inconséquence d'une administration qui privilégie les tableaux Excel aux réalités de terrain.

Le bureau local Force Ouvrière Justice de Villepinte soutient les agents épuisés et les accompagnera dans toutes les démarches pour faire valoir leurs droits.

Le bureau local Force Ouvrière Justice de Villepinte exige un audit transparent sur les effectifs, les astreintes et la charge réelle de travail.

La sécurité ne se négocie pas. L'administration a le devoir de protéger ses personnels, pas de les sacrifier.

